

**LE 9 AVRIL, CONTRE L'ANI
ET POUR NOS REVENDICATIONS ,
TOUS DANS L'ACTION
ET DANS LES MANIFESTATIONS**

Avec son projet de loi transposant l'accord national interprofessionnel (ANI) signé le 13 janvier 13 par certaines OS, le gouvernement entend franchir un nouveau cap dans la politique d'austérité.

A l'image de toutes les politiques libérales qui envoient les peuples dans le mur de la régression sociale comme à Chypre, en Grèce ou en Espagne, c'est la réduction du coût du travail qui constitue son objectif. Cela passe par la destruction des garanties collectives des salariés et de nouvelles facilités données au patronat pour licencier.

Tel est le cœur du projet de loi sur l'ANI ! De plus ce projet n'est pas isolé.

Il accompagne un ensemble de mesures cohérentes qui visent à faire encore et toujours payer la crise du capitalisme aux salariés et cela alors même que les plus riches continuent à remplir leurs coffres forts et qu'aucune des logiques ayant abouti à la crise n'a été remise en cause. Pire c'est l'austérité qui s'impose comme la seule référence de notre gouvernement !

C'est dans ce but que se profilent la MAP, fille de la RGPP et l'acte 3 de la décentralisation. Ces projets sont les supports de nouvelles attaques contre les instruments essentiels de la solidarité sociale que sont les services publics, et les possibilités de redistribution dans un cadre national.

Alors que les déficits publics sont dans la ligne de mire, le gouvernement fait un nouveau cadeau de 20 milliards au patron par le biais du Crédit Impôt Compétitivité Emplois (CICE). Avec cette mesure l'État va financer les salaires à la place des patrons. Ce crédit d'impôt sera de 4% des salaires inférieurs à 2.5 fois le SMIC en 2013, et 6% en 2014 ! Après les exonérations de cotisations, l'état paie les salaires !

Pourtant, au nom du dogme de la réduction des coûts, l'emploi et les services publics continuent à être laminés, leurs personnels méprisés, leurs conditions de vie au travail dégradées et des menaces sur le statut général des fonctionnaires continuent à être brandies par les libéraux de tous poils au nom de la fin de prétendus privilèges et pour aligner tout le monde sur le plus bas niveau possible.

L'ANI n'est donc pas l'affaire que des salariés du privé. Comme toutes les mesures affaiblissant les socles des droits des salariés, elle est pleinement la nôtre !

Agir et lutter tous ensemble pour le retrait de ce projet de loi scélérat :

- **c'est exprimer notre rejet des politiques d'austérité ;**
- **c'est agir pour d'autres choix en particulier une véritable sécurité sociale professionnelle pour les salariés du privé, et le renforcement des droits et garanties du statut général des fonctionnaires, c'est exiger l'arrêt des suppressions d'emplois, des restructurations incessantes, la revalorisation de nos salaires et la reconnaissance de nos qualifications,**
- **c'est donner du poids à la démarche d'action avec le manifeste des agents des Finances publiques et les Etats Généraux.**
- **c'est donner de la force à notre exigence d'un dialogue social centré sur la réponse aux besoins des services et des agents, à l'inverse de la démarche stratégique.**

Les organisations syndicales CGT, FO, FSU, Solidaires ont décidé d'une nouvelle journée interprofessionnelle de grève et de manifestations pour le 9 avril prochain. Des préavis de grève couvrent les agents de la fonction publique.

**LES ORGANISATIONS SYNDICALES DE LA
DDFIP 29 SOLIDAIRES FO CGT APPELLENT
TOUS LES AGENTS DE LA DDFIP DU
FINISTERE:**

**à s'inscrire dans cette nouvelle étape et à
participer aux
RASSEMBLEMENTS LE 9 AVRIL A 11H00**

- . BREST : PLACE DE LA LIBERTE**
- QUIMPER : PLACE DE RESISTANCE**
- MORLAIX : PLACE DE LA MAIRIE**
- QUIMPERLE : COAT KAER**